



*Le Centre national des arts, foyer des arts de représentation à Ottawa, et la terrasse.*

### Le sommet d'Ottawa

Parmi les principaux points que j'entrevois à ce stade pour l'ordre du jour de la Conférence d'Ottawa, figure une analyse des tensions résultant de l'effet combiné de la lutte contre l'inflation et de l'effet des scénarios à croissance faible ou nulle prévus pour la plupart des pays participants et d'autres pays développés au cours des prochains mois, avec leurs conséquences importantes sur le plan socio-politique notamment en ce qui a trait au chômage croissant dans les pays industrialisés.

Le recyclage des pétro-dollars et les besoins d'un certain nombre de pays en développement importants au chapitre du service de la dette et de la balance des paiements sont d'autres questions épineuses; nous espérons toutefois que la réunion de mai du Comité intérimaire du FMI au Gabon contribuera à améliorer davantage le système. A cet égard, nous avons accueilli très favorablement la conclusion récente d'un accord entre le FMI et l'Arabie saoudite, aux termes duquel cette dernière s'est engagée à prêter au FMI quelque \$8 milliards, alors que les pays membres du Fonds ont convenu d'une augmentation spéciale de la quote-part de l'Arabie saoudite au FMI. C'est là un bon exemple de la reconnaissance du besoin de partager le pouvoir là où il existe dans le Sud.

La situation commerciale internationale est franchement inquiétante, et il se peut fort bien que les participants au Sommet veuillent se pencher sur les façons d'éviter une focalisation protectionniste destructive sur les points de tension

bilatéraux — qui semblent, hélas, se multiplier pour chacun de nous ces jours-ci —, au profit de la recherche d'un moyen de raviver le concept de l'élargissement du commerce mondial dans l'intérêt de tous les participants. En outre, les dirigeants devront évidemment passer en revue les progrès réalisés au chapitre de la stratégie énergétique globale dont ils sont convenus à Venise.

Également dans le sillage de Venise, les leaders prendront connaissance d'un rapport sur les questions Nord-Sud. J'espère que cette série de conclusions établies par les représentants personnels donneront lieu chez les participants à une discussion détaillée et stimulante quant aux relations qu'entretiennent les pays du Sommet avec les pays en développement et ce, dans une perspective d'avenir et en gardant notamment à l'esprit la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra à Melbourne en septembre et le sommet Nord-Sud prévu pour la fin octobre au Mexique. C'est là un sujet auquel le Canada continue d'attacher une très grande importance.

Un des secteurs prioritaires est l'assistance apportée aux pays en développement en matière d'énergie... La facture pétrolière globale des pays en développement s'est accrue de façon spectaculaire. On la situe à un montant net d'environ \$50 milliards en 1980, ce qui signifie qu'elle aurait accaparé 20 p. cent des recettes que les pays en développement ont tirées de l'exportation de biens et services. Ce pourcentage, qui était de 12 p. cent en 1978, représente une augmentation de 66 p. cent en deux ans. La

Banque mondiale estime que d'ici 1990 la filiale énergétique qu'on propose de créer pourrait permettre des économies de US\$25 à 30 milliards (en dollars de 1980) sur la facture globale des importations pétrolières, économies qui pourraient être consacrées au développement économique et notamment aux importations de produits essentiels en provenance des pays industriels...

En conclusion, il est clair que les sommets occidentaux continueront de se concentrer principalement sur les grandes questions économiques qui se posent à eux et au reste du monde, y compris l'ensemble des questions qui composent le dialogue Nord-Sud. Mais les questions politiques et économiques ne peuvent être isolées...

Nous espérons que le sommet d'Ottawa contribuera à trouver le juste équilibre entre une trop grande institutionnalisation d'une part et de simples discussions générales de l'autre, de sorte que les dirigeants occidentaux puissent tirer le plus possible de ce nouveau phénomène diplomatique dans l'intérêt de leur propre pays et du reste du monde.

### Visite officielle à Ottawa du secrétaire général de l'OCDE

Le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), M. Emile van Lennep, a effectué une visite officielle au Canada du 13 au 15 avril.

Cette visite faisait suite à une invitation du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

M. van Lennep a profité de son séjour pour s'entretenir avec plusieurs hommes politiques et hauts fonctionnaires. Il a rencontré en particulier, le vice-premier ministre et ministre des Finances, M. Allan MacEachen, le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herb Gray, et le ministre de l'Expansion économique régionale, M. Pierre De Bané.

Les discussions ont permis de passer en revue les principales questions économiques à l'ordre du jour de la réunion ministérielle des pays de l'OCDE, réunion qui se tiendra à Paris les 16 et 17 juin prochain. Elles ont également porté sur certains sujets qui figureront au sommet d'Ottawa des pays industrialisés, les 20 et 21 juillet prochain.